

## **DOCUMENT DE RÉFLEXION**

### **ANALYSE DES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT D'ÉTUDES ET DE PROJETS DE PLANS DE GESTION À LONG TERME POUR LES CCR**

#### **Contexte**

L'une des principales conclusions du séminaire conjoint des CCR sur les plans LTM (plans de gestion à long terme) qui a eu lieu à Nantes en septembre 2008<sup>1</sup> est que les CCR ont un rôle important à jouer dans l'aide au développement et la mise en œuvre de plans de gestion à long terme. Cependant, la réalité a montré qu'il leur est bien souvent conseillé de travailler sur une grande diversité de problèmes à court terme en réponse aux procédures de consultation lancées par la Commission et/ou les États membre. ce qui, en effet, est souvent réalisé avec des dates limite inflexibles. Dans la pratique, il est donc difficile aux CCR d'apporter une contribution solide et de s'engager activement dans l'élaboration de stratégies de planification de gestion à long terme et autres sujets connexes, tels que la gestion basée sur les écosystèmes, les sites marins Natura 2000 ou le contrôle et la conformité aux règles de la politique commune de la pêche.

Le principal obstacle que les CCR doivent surmonter pour fournir un apport constructif sur des problèmes à long terme réside dans les moyens et les ressources nécessaires, ainsi que dans les contraintes de temps. En dépit de ces difficultés, les CCR se sont avérés proactifs et ont, par le passé, travaillé ensemble pour organiser des réunions de groupes techniques spécifiques basées sur les espèces (par exemple le plan LTM pour le merlu du Nord dans les eaux de l'Atlantique ou pour l'anchois en baie de Biscaye, ou encore la stratégie de reconstitution du cabillaud) et des ateliers sur les questions horizontales (telles que les zones marines protégées ou les plans de gestion à long terme), afin de rapprocher les parties prenantes qui interviennent dans ce processus : scientifiques, décideurs, économistes, sociologues, représentants du secteur de la pêche, ONG sur l'environnement et autres groupes d'intérêt...

#### **Projet : actions pouvant être entreprises**

Afin de remédier à cette situation, le CCR-EOS estime que plus de financement serait nécessaire pour la mise en place d'actions visant à mieux coordonner et à améliorer la coopération ainsi qu'à échanger les bonnes pratiques et les expériences réussies sur des questions clé entre les intéressés. Les initiatives suggérées pourraient inclure les actions suivantes :

- établir un réseau de partenaires et d'experts entre les CCR (dirigé par un coordinateur par CCR) chargé de développer un programme de travail et d'élaborer quelques lignes directrices générales communes relatives à la contribution des parties prenantes dans les plans LTM au moyen de réunions régulières ;
- demander des conseils scientifiques de manière plus fréquente et régulière auprès du CIEM / CSTEP / instituts scientifiques et d'autres organismes indépendants ;

---

<sup>1</sup> Le rapport est disponible en version complète sur le site Internet du CCR-EOS : [http://www.nwwrac.org/admin/publication/upload/FINAL\\_REPORT\\_RAC\\_LTM%20Seminar\\_%20Nantes\\_Ian\\_Napier\\_en.pdf](http://www.nwwrac.org/admin/publication/upload/FINAL_REPORT_RAC_LTM%20Seminar_%20Nantes_Ian_Napier_en.pdf)

- organiser des séminaires thématiques et rédiger des rapports dans le but de compiler et de diffuser toutes les informations et résultats utiles obtenus à travers ce procédé. Ces informations devraient être facilement disponibles pour toutes les audiences intéressées et le public en général.

Le CCR-EOS est conscient des contraintes budgétaires de la Commission eu égard aux projets de développement de la CFP et a commencé à se mobiliser pour identifier certaines options parmi les alternatives de financement existantes disponibles qui pourraient être utiles à certaines de ses activités dans ce cadre.

### **Options de financement :**

#### 1. Appels d'offres de la Commission<sup>2</sup>

Le CCR-EOS juge très positifs les appels périodiques lancés annuellement par la Commission pour parrainer des projets liés à la gestion de la pêche dans le cadre de ses programmes de travail. Certaines des études destinées à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche (telles que l'amélioration du recueil de données, la définition des pêcheries de certaines zones spécifiques ou l'analyse des pratiques de marquage des engins) ont déjà servi au CCR-EOS, qui a été impliqué et a participé à un degré plus ou moins élevé dans certains de ces projets.

#### 2. Programmes INTERREG

La stratégie de coopération transnationale de la zone Atlantique<sup>3</sup> pour 2007-2013 devrait entraîner un certain nombre d'appels à propositions au cours de cette période. Les CCR pourraient en bénéficier en tant qu'organisation compétente qui représente un grand nombre de pays par l'intermédiaire de ses représentants.

Le CCR-EOS estime en particulier qu'il pourrait faire partie des projets classés Priorité n° 2, destinés à « protéger, sécuriser et améliorer la durabilité du milieu marin et côtier », qui entreraient dans le cadre de ses activités. Exemple : Objectifs 2.2 - Gestion durable et protection des ressources des espaces marins et 2.4 - Protéger et promouvoir les espaces naturels, les ressources en eau et les zones côtières.

#### 3. Septième programme cadre (PC7)<sup>4</sup>

La Commission européenne a récemment publié des appels à propositions dans le cadre des programmes globaux *Cooperation* (Recherche collaborative) et *Capacities* (Capacités) pour la période 2007-2013.

---

<sup>2</sup> Pour plus d'informations, voir le site Internet de DGMARE : [http://ec.europa.eu/fisheries/tenders\\_proposals\\_en.htm](http://ec.europa.eu/fisheries/tenders_proposals_en.htm)

<sup>3</sup> Site Internet : <http://atlanticaarea.inescporto.pt/>

<sup>4</sup> Voir le site Internet de CORDIS : [http://cordis.europa.eu/fp7/home\\_en.html](http://cordis.europa.eu/fp7/home_en.html)

Plus spécifiquement, le programme de travail déjà présenté pour 2009 inclut deux thèmes qui seraient potentiellement utiles à *Cooperation* :

Thème 2. "Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologie"

→ Activité 2.1 : Production et gestion durables des ressources biologiques du sol, de la forêt et du domaine aquatique

→ Domaine 2.1.2 Durabilité renforcée de tous les systèmes de production

- Thème 6. Environnement (dont changement climatique)

→ 6.2. Gestion durable des ressources (par exemple projets sur les ressources marines et options d'approche des écosystèmes pour une gestion environnementale intégrée marine)

→ 6.4. Observation de la terre et outils d'évaluation pour le développement durable

#### 4. Tous autres projets pouvant concerner les CCR sous le Fond Européen de Pêche

Il peut y avoir d'autres initiatives dont le CCR-EOS souhaiterait débattre avec la Commission pour structurer son degré de participation à d'autres projets.

#### **Conclusions : Questions à présenter à la Commission**

Le CCR-EOS souhaiterait connaître précisément le point de vue de la Commission sur les possibilités de financement. À ce sujet, les questions suivantes devraient être posées afin de programmer une répartition plus efficace du temps et de définir clairement les priorités au sein des CCR :

- Les CCR auraient-ils la possibilité de présenter à la Commission leurs propres propositions de recherche ?

Le CCR-EOS pense que ce serait une bonne idée si la Commission établissait un contact régulier et une consultation ouverte entre les CCR pour identifier et suggérer les sujets ou les initiatives qui l'intéressent avant de présenter la proposition définitive (ou la révision intermédiaire) de son programme de travail.

- Les CCR pourraient-ils demander directement un financement et agir comme coordinateurs ou « leaders » de ces projets ou, au contraire, se joindraient-ils toujours à une initiative existante ?
- Dans ce cas, les CCR pourraient-ils s'unir à ces initiatives à une phase précoce ou devraient-ils attendre que le projet soit attribué à un consortium spécifique ?
- Existe-t-il un plafond pour les sommes que les CCR peuvent recevoir d'autres sources que de la convention de subvention de la Commission (par exemple, d'autres fonds de la Communauté, contributions d'États membre, etc.) ?
- Ces sommes auraient-elles une influence sur le montant final apporté par la Commission comme subvention (diminuerait-il si des revenus supplémentaires étaient perçus pour de telles activités ou actions) ?



## **Appel à débat**

Les membres du CCR-EOS sont invités à se pencher sur les remarques et les questions ci-dessus et à convenir de la suite à donner.